

Comptes consolidés au 28/02/19



BILAN CONSOLIDE..... 5

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE 6

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES..... 7

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDES 8

NOTES ANNEXES..... 9

BILAN CONSOLIDE

Données en K€	Notes	28/02/2019	28/02/2018
ACTIF			
Ecarts d'acquisition	4		152
Immobilisations incorporelles	5	32	43
Immobilisations corporelles	6	16 811	16 413
Immobilisations financières	7	138	194
Titres mis en équivalence			
Actif immobilisé		16 981	16 803
Stocks et encours	8	2 275	3 894
Clients et comptes rattachés	9	3 867	3 650
Autres créances et comptes de régularisation	9	2 389	1 779
Actifs d'impôts différés	10	198	162
Valeurs mobilières de placement	11	72	125
Disponibilités	11	4 103	3 718
Actif circulant		12 904	13 327
TOTAL ACTIF		29 885	30 130
PASSIF			
CAPITAUX PROPRES			
Capital émis	12	2 467	2 467
Primes d'émission		7 462	7 462
Autres réserves		4 650	3 384
Titres en auto-contrôle		(142)	(56)
Résultat de l'exercice		699	692
Capitaux propres part du groupe		15 136	13 948
Interêts minoritaires	12	2 461	1 912
Autres fonds propres			
Provisions pour risques et charges	13	412	1 174
Emprunts et dettes financières	14	7 337	7 565
Fournisseurs et comptes rattachés	15	3 330	4 303
Autres dettes et comptes de régularisation	15	1 209	1 227
Dettes		11 876	13 095
TOTAL PASSIF		29 885	30 130

COMPTE DE RESULTAT CONSOLIDE

Données en K€	Notes	28/02/2019	28/02/2018
CHIFFRE D'AFFAIRES	16	25 471	19 465
Autres produits d'exploitation	17	(697)	5 226
Produits d'exploitation		24 774	24 691
Achats et variations de stocks	18	(10 126)	(10 181)
Autres achats et charges externes	19	(8 934)	(9 488)
Impôts et taxes	20	(237)	(154)
Charges de personnel	21	(2 821)	(2 706)
Dotations aux amortissements et aux provisions	22	(1 761)	(1 483)
Charges d'exploitation		(23 880)	(24 011)
RESULTAT D'EXPLOITATION		894	679
RESULTAT FINANCIER	23	(220)	(210)
RESULTAT COURANT DES ENTREPRISES INTEGREES		674	469
RESULTAT EXCEPTIONNEL	24	270	140
Impôt sur les résultats	25	(184)	(56)
RESULTAT NET DES ENTREPRISES INTEGREES		760	554
QPt dans les résultats sociétés mises en équivalence			
Dotations aux amts / Reprises des écarts d'acq.		(144)	(3)
RESULTAT NET DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE		616	550
Intérêts minoritaires		(82)	(142)
RESULTAT NET PART DU GROUPE		699	692
Résultat net de base par action (en euros)	26	0,29	0,28
Résultat net dilué par action (en euros)	26	0,29	0,28

TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

Données en K€	Notes	28/02/2019	28/02/2018
Résultat net des sociétés intégrées		760	554
Elimination des charges et produits sans incidence sur la trésorerie ou non liés à l'activité :			
Amortissements, provisions et reprises de subventions		1 423	1 164
Variation des impôts différés		184	13
Plus ou moins values de cession		(125)	(12)
Autres éléments sans incidence sur la trésorerie		(1)	
Marge brute d'autofinancement		2 242	1 719
Variation du besoin en fonds de roulement lié à l'activité	28	518	(861)
Flux net de trésorerie généré par l'activité		2 759	858
Flux de trésorerie liés aux opérations d'investissement :			
Acquisition d'immobilisations incorporelles		(14)	(17)
Acquisition d'immobilisations corporelles		(1 054)	(1 092)
Variation des dettes sur immobilisations		(14)	(81)
Variation des immobilisations financières		56	5
Cession d'immobilisations		130	44
Incidence des variations de périmètre			
Flux net de trésorerie lié aux opérations d'investissement		(895)	(1 141)
Flux de trésorerie lié aux opérations de financement :			
Dividendes versés aux actionnaires de la société mère			(347)
Encaissement / décaissement sur titres en auto-contrôle		(156)	2
Emissions d'emprunts bancaires			157
Remboursement des emprunts bancaires		(1 354)	(1 438)
Variation des autres dettes financières			48
Flux net de trésorerie lié aux opérations de financement		(1 511)	(1 578)
Incidence des variations de cours des devises			
Variations de trésorerie		354	(1 861)
Trésorerie d'ouverture	29	3 797	5 658
Trésorerie de clôture	29	4 150	3 797

TABLEAU DE VARIATION DES CAPITAUX PROPRES CONSOLIDÉS

Données en K€	Nombre de titres	Capital	Primes	Réserves consolidées	Autocontrôle	Résultat	Capitaux propres Part du groupe	Intérêts minoritaires
CAPITAUX PROPRES au 28/02/17	2 466 713	2 467	7 812	1 643	(28)	562	12 455	659
Affect. du résultat antérieur en réserves				562		(562)		
Distribution de dividendes				(347)			(347)	
Résultat de la période						692	692	(142)
Variation de périmètre								(42)
Variation des titres en autocontrôle					(28)		(28)	
Boni/mali sur autocontrôle				20			20	
Variation des subventions d'investissement				1 156			1 156	1 436
Autre			(350)	350				
CAPITAUX PROPRES au 28/02/18	2 466 713	2 467	7 462	3 384	(56)	692	13 948	1 912
Affect. du résultat antérieur en réserves				692		(692)		
Résultat de la période						699	699	(82)
Variation des titres en autocontrôle					(86)		(86)	
Boni/mali sur autocontrôle				(70)			(70)	
Variation des subventions d'investissement				645			645	631
CAPITAUX PROPRES au 28/02/19	2 466 713	2 467	7 462	4 650	(142)	699	15 136	2 461

NOTES ANNEXES

Note 1. PRESENTATION DU GROUPE, FAITS MARQUANTS ET PRINCIPES DE CONSOLIDATION	11
Note 2. RISQUES ET INCERTITUDES	13
Note 3. PERIMETRE DE CONSOLIDATION	13
Note 4. ECARTS D'ACQUISITION	15
Note 5. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	16
Note 6. IMMOBILISATIONS CORPORELLES	17
Note 7. IMMOBILISATIONS FINANCIERES	19
Note 8. STOCKS ET ENCOURS	19
Note 9. CLIENTS ET COMPTES RATTACHES, AUTRES CREANCES ET COMPTES DE REGULARISATION	21
Note 10. IMPOTS DIFFERES	22
Note 11. DISPONIBILITES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT	23
Note 12. CAPITAUX PROPRES PART GROUPE ET INTERETS MINORITAIRES	23
Note 13. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	24
Note 14. EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES	25
Note 15. FOURNISSEURS, AUTRES DETTES D'EXPLOITATION ET COMPTES DE REGULARISATION	26
Note 16. CHIFFRE D'AFFAIRES	27
Note 17. AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION	27
Note 18. ACHATS ET VARIATIONS DE STOCKS	28
Note 19. AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES	28
Note 20. IMPOTS ET TAXES	28
Note 21. CHARGES DE PERSONNEL	29
Note 22. DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS D'EXPLOITATION	29
Note 23. RESULTAT FINANCIER	30
Note 24. RESULTAT EXCEPTIONNEL	30
Note 25. IMPOT SUR LES RESULTATS	31
Note 26. RESULTAT DE BASE ET RESULTAT DILUE PAR ACTION	31
Note 27. INFORMATION SECTORIELLE	32
Note 28. VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	33
Note 29. TRESORERIE DU TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES	33
Note 30. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE	33
Note 31. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES	33
Note 32. ENGAGEMENTS HORS BILAN	34
Note 33. REMUNERATION DES DIRIGEANTS	34

Note 1. PRESENTATION DU GROUPE, FAITS MARQUANTS ET PRINCIPES DE CONSOLIDATION

1. Présentation du groupe et principes généraux

Groupe industriel français, Le Groupe EO2 est un acteur du secteur des énergies renouvelables spécialisé dans la production de granulés bois. Il est une référence dans la fabrication et la commercialisation de granulés de bois (pellets), combustible écologique, économique et confortable, destiné à alimenter les chaudières des particuliers et des collectivités.

Les comptes consolidés d'EO2 sont établis conformément aux principes comptables généralement admis en France, selon les dispositions du règlement CRC n°99-02 relatif aux comptes consolidés des entreprises industrielles et commerciales.

Les comptes consolidés comprennent ceux d'EO2 ainsi que ceux de ses sociétés affiliées. Cet ensemble forme Le Groupe. La liste des principales sociétés figure dans la note 3.2. Périmètre de consolidation.

2. Faits marquants de l'exercice

- Poursuite de la croissance du parc de matériel de chauffage

Le fond du marché qui se matérialise par la forte croissance des installations de matériel de chauffage à granulés bois reste très favorable. L'augmentation du prix des énergies fossiles sur le dernier semestre a accéléré cette tendance.

- Modification de la stratégie tarifaire

Si le 1^{er} semestre de l'exercice a affiché une baisse de la performance opérationnelle par rapport au 1^{er} semestre de l'exercice précédent, le 2nd semestre a tenu toutes ses promesses. Pour mémoire, le 1^{er} semestre de l'exercice précédent avait été marqué par des prix significativement au-dessus de la moyenne du marché... En fin de période, EO2 avait abaissé ses prix pour recoller au marché. La stratégie d'augmentation des prix sur l'exercice 2018/2019 a été plus progressive. Il en découle un 1^{er} semestre 2018/2019 en retrait par rapport au 1^{er} semestre de l'exercice précédent et a contrario un rattrapage et une amélioration du 2nd semestre par rapport au 2nd semestre de l'exercice précédent.

- WEYA : Redémarrage des activités

Comme anticipé, le résultat net de WEYA a connu une dégradation sur le 1^{er} semestre dont l'origine est la mise en service de la chaufferie de Cosne sur Loire qui a nécessité des ressources techniques et financières importantes. Les succès commerciaux significatifs ont commencé à porter leurs fruits dès le 2nd semestre de l'exercice. Les comptes des filiales d'exploitation ont été ponctuellement affectés par le lancement des activités -première année complète- pour C3L et par une modification de la politique de provision pour le réseau de RCAC.

- MMR : les pertes se creusent

Les pertes de MMR se sont aggravées sur l'exercice. Un changement de gérance n'a pas permis pour l'heure d'inverser la tendance. Pour autant, EO2 ne remet pas en cause son analyse fondamentale de l'importance d'être en capacité de mettre en place des stratégies d'importation afin d'accompagner la croissance du marché.

- EO2 rachète ses propres actions dans l'optique de les annuler

Dans le cadre du programme de rachat d'actions propres approuvé par l'Assemblée Générale Mixte du 28/08/18 (6ème résolution) et des autorisations données par cette assemblée, le Conseil d'Administration d'EO2, dans sa séance du 21/12/2018, a pris la décision d'acheter ses propres actions avec pour objectif de les annuler. Aussi, les 40 838 actions auto détenues représentant 1,6 % du capital social seront annulées. En conséquence, une fois les formalités d'annulation de titres accomplies, le capital social de la société s'élèvera à 2 425 875 € divisé en 2 425 875 actions.

3. Bases de préparation

Les états financiers sont présentés en euros, sauf indication différente, et sont arrondis au millier le plus proche.

L'établissement des états financiers de la société oblige la Direction à réaliser des estimations et à émettre des hypothèses susceptibles d'avoir un impact sur les montants inscrits dans les comptes. Ces estimations concernent notamment les stocks, les actifs immobilisés, les provisions pour risques et charges et pour dépréciation et les actifs d'impôts différés. Ces estimations sont chiffrées en prenant en considération l'expérience passée, les éléments connus à la clôture des comptes ainsi que des hypothèses raisonnables d'évolution. Les résultats réalisés ultérieurement pourraient donc présenter des différences par rapport à ces estimations.

4. Date de clôture

La date de clôture des comptes individuels de l'entreprise consolidante est identique à celles des entreprises consolidées.

Les comptes retenus pour la consolidation sont les comptes annuels au 28/02/19.

Toutes les sociétés ont leur exercice social qui commence le 1^{er} mars et se clôture le 28 février à l'exception de la société C3L qui clôture ses comptes au 31/12/18. La date de clôture de C3L n'étant pas antérieure de plus de trois mois à la date de clôture de l'exercice de consolidation et en l'absence d'opération significative survenue entre les deux dates, il n'a pas été nécessaire d'établir des comptes intermédiaires pour cette société.

L'exercice annuel clos le 28/02/19 a une durée de 12 mois.

Note 2. RISQUES ET INCERTITUDES

1. Risques fiscaux

EO2 a été contrôlée fiscalement au cours de l'exercice clos le 28/02/17. Les effets du redressement portent essentiellement sur le stock de déficits reportables qui se retrouve réduit en 2013, 2014 et 2015 pour être de nouveau reconstitué en 2016. Selon les calculs de la société, ce contrôle devrait se traduire par une charge complémentaire d'impôts sur les sociétés de 17 K€ (montant réglé au cours de l'exercice précédent). La réclamation formulée en 05/2017 est restée sans retour de l'administration fiscale.

En conséquence, une requête introductive d'instance a été déposée au Tribunal Administratif de Cergy Pontoise en novembre 2018, requête qui a été communiquée à l'administration fiscale qui n'a à ce jour pas produit de mémoire en défense ni eu l'injonction de le faire de la part du Tribunal.

Une vérification de comptabilité est en cours depuis le 08/03/2019 chez WEYA. Cette vérification porte sur les exercices clos les 28/02/2016, 28/02/2017 et 28/02/2018, période étendue jusqu'au 31/12/2018 en matière de TVA.

2. Contrôle URSSAF

EO2 a été contrôlée par l'URSSAF, lors de l'exercice précédent. Ce contrôle qui portait sur la période du 01/05/2015 au 28/02/18, s'est traduit par une charge exceptionnelle de 8 K€ sur l'exercice.

Note 3. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

1. Principes de consolidation

EO2 exerçant un contrôle exclusif sur toutes les sociétés du périmètre, les sociétés sont consolidées par intégration globale. Le contrôle exclusif est le pouvoir, direct ou indirect, de diriger les politiques financière et opérationnelle d'une entreprise afin de tirer avantage de ses activités. Les créances, dettes, produits et charges réciproques significatifs sont éliminés en totalité pour les entreprises intégrées globalement. La répartition des capitaux propres et du résultat des entreprises intégrées globalement est opérée sur la base du pourcentage d'intérêts de l'entreprise consolidante dans ces entreprises.

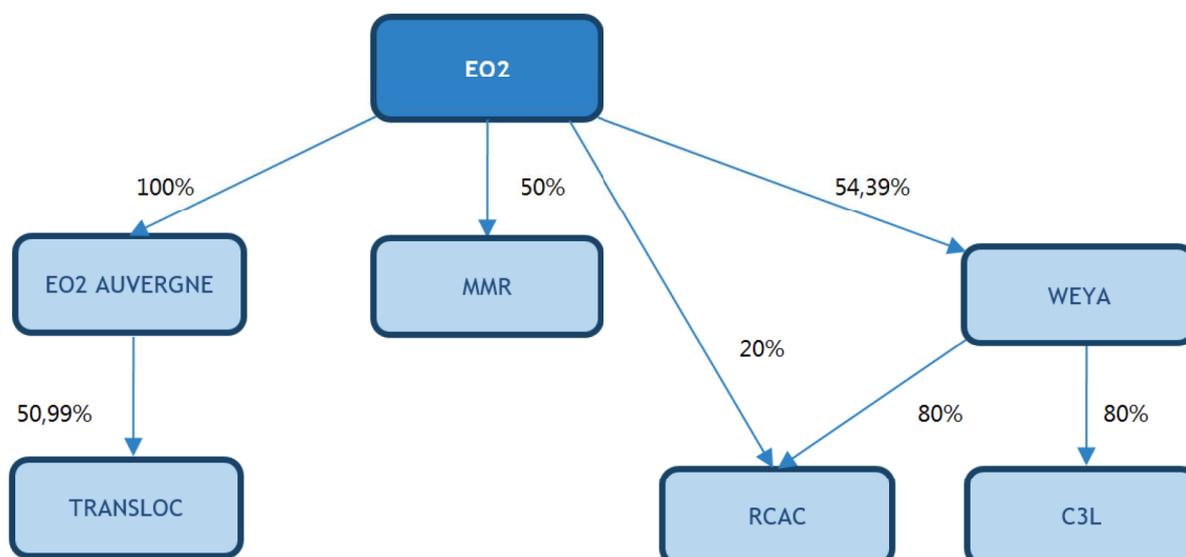
La répartition des capitaux propres et du résultat des entreprises intégrées globalement est opérée sur la base du pourcentage d'intérêts de l'entreprise consolidante dans ces entreprises.

Toutes les sociétés du groupe sont intégrées globalement.

2. Périmètre de consolidation

Raison sociale	% d'intérêt		Méthode de consolidation	% d' de contrôle		Adresse	Siren
	28/02/2019	28/02/2018		28/02/2019	28/02/2018		
EO2			Société mère			36 Avenue Pierre Brossolette 92240 MALAKOFF	493 169 932
EO2 AUVERGNE	100,00	100,00	IG	100,00	100,00	ZAC du Chateau 63470 SAINT GERMAIN PRES HERMENT	500 300 306
M.M.R.	50,00	50,00	IG	50,00	50,00	Route de la mer 14550 BLAINVILLE SUR ORNE	484 764 329
RESEAU DE CHALEUR D'ARDES SUR COUZE	63,51	63,51	IG	100,00	100,00	714 Route d'Apchat 63420 ARDES	791 800 733
TRANSLOC SERVICES	50,99	50,99	IG	50,99	50,99	ZAC du Chateau 63470 SAINT GERMAIN PRES HERMENT	438 812 323
WEYA	54,39	54,39	IG	61,70	61,70	36 Avenue Pierre Brossolette 92240 MALAKOFF	511 315 046
C3L	43,51	43,51	IG	80,00	80,00	Rue Colonel Rabier 58200 COSNE-COURS-SUR-LOIRE	824 094 163

3. Organigramme



Note 4. ECARTS D'ACQUISITION

La différence entre le coût d'acquisition des titres et l'évaluation totale des actifs et passifs identifiés à la date d'acquisition constitue l'écart d'acquisition.

Les écarts d'acquisition positifs sont inscrits à l'actif dans le poste « Ecarts d'acquisition ». L'écart d'acquisition positif est amorti ou non selon sa durée d'utilisation. Ainsi l'écart d'acquisition :

- *dont la durée d'utilisation est limitée est amorti linéairement sur cette durée ou, si elle ne peut être déterminée de manière fiable, sur 10 ans. En cas d'indice de perte de valeur, un test de dépréciation est effectué.*
- *dont la durée d'utilisation est non limitée n'est pas amorti mais il fait l'objet d'un test de dépréciation au moins une fois par exercice.*

Lorsque la valeur recouvrable actuelle de l'écart d'acquisition est inférieure à sa valeur nette comptable, une dépréciation est constatée. Celle-ci est définitive : elle ne peut pas être reprise, même en cas de retour à une situation plus favorable.

Les écarts d'acquisition négatifs sont inscrits au passif au poste « Provisions pour risques et charges » et sont rapportés au résultat sur une durée qui reflète les hypothèses retenues et les conditions déterminées lors de l'acquisition (maximum 5 ans).

Les variations des écarts d'acquisition sur l'exercice sont les suivantes :

Données en K€	28/02/18	Variation par résultat	Variations de périmètre	28/02/19
Ecarts d'acquisition actif	178			178
Amortissements et dépréciations	(26)	(152)		(178)
Ecart d'acquisition actif nets	152	(152)		
Ecart d'acquisition passif	36	(8)		28

L'écart d'acquisition actif de 178 K€ lié à la société MMR a été déprécié intégralement sur l'exercice.

Note 5. IMMOBILISATIONS INCORPORELLES

Les immobilisations incorporelles sont comptabilisées en application des règles issues du plan comptable général (CRC 99-03) et mises à jour par les règlements CRC 2002-10, CRC 2002-07 et CRC 2004-06 sur les actifs et leur dépréciation.

Les immobilisations sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat, frais accessoires, hors frais d'acquisition et d'emprunt, déduction faite des rabais, remises ou ristournes obtenus) ou à leur coût de production.

Les amortissements sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée d'utilité (logiciels informatiques : de 1 à 3 ans, brevets : 7 ans)

Les actifs immobilisés sont soumis à des tests de dépréciation si des indices de perte de valeur tangibles existent en cours d'exercice ou à la clôture. Une provision pour dépréciation est constatée dans le cas où leur valeur d'utilité pour le Groupe devient inférieure à leur valeur comptable.

Les variations des immobilisations incorporelles sur l'exercice sont les suivantes :

Données en K€	28/02/18	Augmentation	Autres variations	28/02/19
Frais d'établissement	47			47
Frais de développement	21			21
Concessions, brevets et droits similaires	124	14		137
Immobilisations incorporelles brutes	192	14		205
Amortissements des frais d'établissement	(47)			(47)
Amortissements des frais de développement	(9)	(5)		(13)
Amorts concessions, brevets & droits similaires	(93)	(20)	(1)	(113)
Amortissements / immobilisations incorporelles	(149)	(24)	(1)	(174)
Frais d'établissement				
Frais de développement	12			7
Concessions, brevets et droits similaires	31			24
Immobilisations incorporelles nettes	43			32

Note 6. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

- immobilisations décomposables : Le Groupe n'a pas été en mesure de définir les immobilisations décomposables ou la décomposition de celles-ci ne présente pas d'impact significatif,

- immobilisations non décomposables : les durées d'usage pour l'amortissement des biens non décomposés ont été maintenues.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant les modes linéaire ou dégressif en fonction de la durée de vie prévue :

- Agencements et aménagements des terrains : 6 à 10 ans*
- Constructions : 10 à 20 ans*
- Agencement des constructions : 12 ans*
- Matériel et outillage industriels : 5 ans*
- Agencements, aménagements, installations : 6 à 10 ans*
- Matériel de transport : 4 ans*
- Matériel de bureau, informatique et mobilier : 3 à 10 ans*
- Mobilier de bureau : 24 ans*
- Biens mis en concession : durée de la concession pour chaque contrat*

Les actifs immobilisés sont soumis à des tests de dépréciation si des indices de perte de valeur tangibles existent en cours d'exercice ou à la clôture. Une provision pour dépréciation est constatée dans le cas où leur valeur d'utilité pour Le Groupe devient inférieure à leur valeur comptable.

Comptabilisation des contrats de location-financement

Le Groupe applique la méthode préférentielle prévue dans le règlement 99-02 (paragraphe 300) du comité de la réglementation comptable. Les contrats de location financement dont le montant est jugé significatif sont retraités selon les modalités identiques à une acquisition à crédit pour leur valeur d'origine. Les amortissements sont conformes aux méthodes et taux précités. Par opposition aux contrats de location financement, les contrats de location simple sont constatés au compte de résultat sous forme de loyers.

Les variations des immobilisations corporelles sur la période sont les suivantes :

Données en K€	28/02/18	Augmentation (Inv,Emp)	Diminution (Cess, Remb.)	Autres variations	28/02/19
Terrains	279	12			291
Terrains en crédit bail	364				364
Aménagements de terrains	3				3
Constructions	914	85			998
Constructions en crédit-bail	2 536				2 536
Matériel & outillage	4 025	787	(191)	83	4 704
Matériel & outillage en crédit-bail	6 219				6 219
Autres immobilisations corporelles	2 106	56	(16)	13	2 158
Autres immobilisations corporelles en crédit-bail	1 459	809	(105)	5 704	7 867
Immobilisations corporelles en cours	99	114		(83)	130
Immos corporelles en cours en crédit-bail	5 717			(5 717)	
Immobilisations corporelles brutes	23 720	1 863	(312)		25 271
Amort. sur agencements et aménagts de terrains	(2)	(0)		1	(2)
Amortissements des constructions	(213)	(65)			(278)
Amortissements des constructions en crédit-bail	(789)	(85)			(874)
Amortissements du matériel & outillage	(2 158)	(397)	187		(2 367)
Amorts du matériel & outillage en crédit-bail	(2 765)	(332)			(3 097)
Amortissements des autres immobilisations corp.	(629)	(136)	15		(750)
Amorts des autres immos corp. En crédit-bail	(750)	(447)	105		(1 091)
Amort. / immobilisations corporelles	(7 306)	(1 461)	307	1	(8 460)
Terrains	279				291
Terrains en crédit bail	364				364
Aménagements de terrains	1				1
Constructions	700				720
Constructions en crédit-bail	1 747				1 662
Matériel & outillage	1 867				2 337
Matériel & outillage en crédit-bail	3 454				3 177
Autres immobilisations corporelles	1 477				1 408
Autres immobilisations corporelles en crédit-bail	709				6 776
Immobilisations corporelles en cours	99				130
Immos corporelles en cours en crédit-bail	5 717				
Immobilisations corporelles nettes	16 413				16 811

Le réseau de chauffage urbain ayant fait l'objet d'une convention de délégation de service public signée le 17/12/2015 pour une durée de 24 ans entre la municipalité de COSNE COURS SUR LOIRE et le groupement d'entreprises WEYA - VEOLIA a été mis en service au cours de l'exercice (reclassement d' « Immobilisations en cours en crédit-bail » à « Autres immobilisations corporelles en crédit-bail »).

L'ensemble des installations est opérationnel depuis le 01/06/2018 et représente un budget de 6 700 K€.

Note 7. IMMOBILISATIONS FINANCIERES

Elles comprennent principalement des cautionnements et autres créances, ainsi que des titres de participations non consolidées. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une dépréciation est constatée pour le montant de la différence.

Les variations des immobilisations financières sur l'exercice sont les suivantes :

Données en K€	28/02/18	Augmentation	Diminution	28/02/19
Titres de participation	1			1
Autres immobilisations financières	194		(56)	138
Immobilisations financières brutes	195		(56)	138
/ Titres de participation	(1)			(1)
Dépréciations / immobilisations financières	(1)			(1)
Titres de participation	(0)			
Autres immobilisations financières	194			138
Immobilisations financières nettes	194			138

Les autres immobilisations financières sont des dépôts et cautionnements qui ne font l'objet d'aucune dépréciation et dont 127 K€ ont une échéance à plus d'un an.

Note 8. STOCKS ET ENCOURS

Les achats de matières premières sont évalués selon la méthode du premier entré - premier sorti :

- *pour la sciure, compte tenu de la rotation rapide des stocks, au prix du dernier mois,*
- *pour les déchets de bois, en fonction de leur coût d'achat des achats du mois compte tenu de la rotation rapide des stocks.*

Les achats de consommables et d'emballages sont évalués au dernier prix connu.

Les stocks de marchandises sont valorisés au dernier prix connu.

Les granulés ensachés et produits par la société, bien qu'interchangeables, sont des produits identifiables étant donné qu'ils portent un numéro d'inscription permettant de les différencier selon leur date de fabrication. Ainsi, les stocks de granulés ensachés sont valorisés à leur coût réel d'entrée.

Les granulés produits et stockés en vrac qui ne sont pas identifiables sont valorisés au coût unitaire moyen pondéré.

Les travaux en cours pour l'activité d'installation de réseaux de chaleur sont valorisés selon la méthode dite à « l'avancement » et font l'objet d'une comptabilisation en factures à établir ou en produits constatés d'avance. Une provision pour risques et charges est constatée, le cas échéant, pour tenir compte des pertes probables à terminaison

Le coût de la sous-activité est exclu de la valeur des stocks.

Les intérêts sont toujours exclus de la valorisation des stocks.

Les stocks sont, le cas échéant, dépréciés pour tenir compte de leur valeur de réalisation nette à la date d'arrêté des comptes.

Données en K€	28/02/2019	28/02/2018
Stocks M, fournitures et aut. Approvisionnements	1 260	1 493
Travaux en-cours		41
Produits intermédiaires finis	884	2 216
Stocks de marchandises	131	143
Stocks et en-cours bruts	2 275	3 894
Dépréciations / produits intermédiaires finis		0
Dépréciations / stocks et en-cours		0
Stocks M, fournitures et aut. Approvisionnements	1 260	1 493
Travaux en-cours		41
Produits intermédiaires finis	884	2 216
Stocks de marchandises	131	143
Stocks et en-cours nets	2 275	3 894

Note 9. CLIENTS ET COMPTES RATTACHES, AUTRES CREANCES ET COMPTES DE REGULARISATION

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

1. Analyse des créances

Données en K€	28/02/2019	28/02/2018
Clients et comptes rattachés	4 216	3 969
Créances sur personnel & org. Sociaux	6	4
Créances fiscales	1 320	1 423
Autres créances	848	158
Charges constatées d'avance	234	197
Créances brutes	6 623	5 752
Dépréciation / clients et comptes rattachés	(349)	(320)
Dépréciation / autres créances	(18)	(4)
Dépréciations / Créances	(367)	(324)
Clients et comptes rattachés nets	3 867	3 650
Créances sur personnel & org. Sociaux	6	4
Créances fiscales	1 320	1 423
Autres créances d'exploitation	830	154
Charges constatées d'avance	234	197
Autres créances et comptes de régularisation nets	2 389	1 779
Créances de l'actif circulant nettes	6 256	5 429

Les autres créances comprennent une créance de 704 K€ à plus d'1 an correspond au solde de la subvention à recevoir de l'ADEME sur le financement du réseau de chauffage urbain. (solde soumis pour partie à condition de respect de certains critères de performance). A la clôture de l'exercice, l'engagement initial n'était pas intégralement respecté et laissait percevoir un risque de non versement du solde de la subvention de l'ordre de 5%. Cependant, la société disposant encore de toute l'année 2019 pour valider ce critère de performance, une estimation fiable de la validation ou non de ce critère n'a pu être déterminée. Par conséquent, aucun impact comptable n'a été constaté et la créance est classée à plus d'1 an car dénouée sur 2020.

2. Etat des échéances des créances

Toutes les créances de l'actif circulant ont une échéance à moins d'un an, à l'exception de la créance de 704 K€ liée à la subvention à recevoir de l'ADEME (voir note 9.1).

Note 10. IMPOTS DIFFERES

Le Groupe constate les impôts différés selon la méthode du report variable sur les différences entre valeurs comptables et fiscales des actifs et passifs du bilan. Les impôts différés, comptabilisés au taux d'impôt applicable à la date d'arrêté des comptes, sont ajustés pour tenir compte de l'incidence des changements de la législation fiscale et des taux d'imposition en vigueur.

Les actifs d'impôts différés sont constatés dans la mesure où il est probable qu'un bénéfice imposable futur sera disponible, qui permettra d'imputer les différences temporaires.

Les impôts différés sont inscrits à l'actif ou au passif (en provisions pour risques et charges) en position nette par entité fiscale.

Les sociétés EO2 et EO2 Auvergne forment un groupe d'intégration fiscale.

Les bases d'impôts différés et les impôts différés associés sont les suivants :

Bases des sociétés intégrées	28/02/2019		28/02/2018		Variation de l'impôt différé
	BASES D'IMPOT	IMPOT	BASES D'IMPOT	IMPOT	
Plus-values internes	290	73	290	73	
Provisions pour indemnités de retraite	132	33	101	25	8
Déficits fiscaux	3 432	860	3 676	945	(85)
Autres bases d'actif d'impôt	43	12	79	22	(10)
Totaux / Impôts différés actif	3 898	978	4 146	1 065	(87)
Subventions en capitaux propres			4 354	1 109	(1 109)
Provisions internes	94	26			26
Crédit-bail	2 920	754	2 680	683	70
Totaux / Impôts différés passif	3 014	780	7 033	1 792	(1 012)
IMPOTS DIFFERES NETS	884	198	(2 887)	(727)	925
ACTIFS D'IMPOTS DIFFERES		198		162	
PASSIFS D'IMPOTS DIFFERES				889	

Les impôts différés calculés au 28/02/19 ont été déterminés en tenant compte des nouvelles règles et taux d'impôts qui ont été votés au 31/12/18 appliqués en fonction du planning prévisionnel de réalisation des impôts.

Les impôts différés non activés au titre des déficits fiscaux s'élèvent à 1 113 K€ correspondant à 3 977 K€ de déficits reportables (1 189 K€ au 28/02/18 correspondant à 4 245 K€ de déficits reportables).

Note 11. DISPONIBILITES ET VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT

Le poste « Disponibilités » est constitué des montants détenus en caisse et des avoirs en banque.

Le poste « Valeurs mobilières de placement » est constitué de comptes à terme.

Données en K€	28/02/2019	28/02/2018
Valeurs mobilières de placement	72	125
Disponibilités	4 103	3 718
Disponibilités et valeurs mobilières de placement brutes	4 175	3 843
Dépréciation sur valeurs mobilières de placement		
Valeurs mobilières de placement	72	125
Disponibilités	4 103	3 718
Trésorerie à l'actif du bilan	4 175	3 843

Note 12. CAPITAUX PROPRES PART GROUPE ET INTERETS MINORITAIRES

Les actions de la société mère qui sont détenues par la société mère sont comptabilisées en réduction des capitaux propres pour leur coût d'acquisition. Les variations de juste valeur au cours de la période de détention ne sont pas comptabilisées. Les résultats de cession de ces titres sont imputés directement en capitaux propres et ne contribuent pas au résultat de l'exercice.

Les subventions d'investissement sont présentées en capitaux propres. Elles sont comptabilisées en résultat consolidé au même rythme que les amortissements pour dépréciation des immobilisations qu'elles permettent de financer.

1. Capital social

Le nombre d'actions au 28/02/19 est de 2 466 713 actions de 1 € de nominal. Il n'y a pas eu d'évolution sur l'exercice.

Données en K€	28/02/2019	28/02/2018
Nombre de titres	2 466 713	2 466 713
Valeur nominale (en euros)	1,00	1,00
CAPITAL SOCIAL (en euros)	2 466 713	2 466 713
Nombre d'actions en possession de l'entreprise	56 685	11 099
Nombre d'actions en circulation	2 410 028	2 455 614

2. Intérêts minoritaires

Données en K€	28/02/2019	28/02/2018
Réserves attribuées aux minoritaires	2 543	2 054
Résultat des minoritaires	(82)	(142)
Intérêts minoritaires	2 461	1 912

Note 13. PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Des provisions sont comptabilisées dès lors que Le Groupe a une obligation à l'égard d'un tiers à la clôture résultant d'évènements passés et qu'il est probable qu'il devrait faire face à une sortie de ressources au profit d'un tiers sans contrepartie attendue. Ce poste comprend principalement les provisions pour litiges et contentieux en cours établies sur la base de l'estimation du risque encouru.

Provision pour grosses réparations :

Le groupe comptabilise une provision pour grosses réparations correspondant aux sous-consommations des dépenses d'entretien budgétées d'une installation en concession. Cette provision est comptabilisée parallèlement à la facturation annuelle sur la durée des contrats d'une redevance forfaitaire d'entretien. Dans le cas de surconsommation, la provision est reprise. Si les dépenses de gros entretien et de renouvellement budgétées sur la durée de la concession deviennent supérieures aux redevances à percevoir à cet effet, une provision complémentaire pour perte à terminaison est constatée.

Provisions pour indemnités de départ en retraite :

Le Groupe a adopté la méthode 1 de la recommandation ANC n°2013-02 pour l'évaluation et la comptabilisation de ses engagements de retraite et avantages similaires. Les engagements résultant des conventions collectives applicables aux sociétés du Groupe sont calculés salarié par salarié, en prenant en compte les probabilités d'espérance de vie et de présence dans l'entreprise à la date prévue de départ en retraite et au prorata de l'ancienneté acquise rapportée à l'ancienneté future à l'âge de la retraite.

Les indemnités de départ à la retraite de la société sont calculées sur la base d'une actualisation des droits qui seront acquis par les salariés au moment de leur départ en retraite.

- *Le départ intervient à l'initiative du salarié.*
- *L'âge de départ à la retraite est de 62 ans.*
- *Le coefficient de mortalité est issu de la table réglementaire TG05.*
- *Le taux de turn-over retenu est de 1 à 2%.*
- *Le taux d'actualisation retenu pour le calcul des engagements sociaux est de 1,6% inflation comprise.*

L'évolution des provisions sur l'exercice est la suivante :

Données en K€	28/02/18	Dotations / variation	Reprises	28/02/19
Provisions pour litiges	108	66	(26)	149
Autres provisions pour risques		35		35
Provisions pour pensions et retraites	101	32	(1)	132
Autres provisions pour charges	40	69	(40)	69
Sous-total provisions pour risques et charges	250	202	(67)	385
Ecart d'acquisition passif	36		(8)	28
Impôts différés passif	889	(889)		
Provisions pour risques et charges	1 174	(687)	(75)	412

Note 14. EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

1. Analyse des emprunts et dettes financières

Données en K€	28/02/2018	Augmentation	Diminution	Autres variations	28/02/2019
Emprunts auprès des établissements de crédit	2 414		(557)		1 857
Dettes financières de crédit-bail	5 047	445	(797)	704	5 398
Autres emprunts et dettes assimilées	50				50
Intérêts courus sur emprunts	8		(1)		7
Concours bancaires courants	46	(21)			25
Emprunts et dettes financières	7 565	424	(1 355)	704	7 337

2. Echancier des dettes financières

Données en K€		Montant	moins d'un an	Plus d'un an Moins de 5 ans	A plus de 5 ans
Emprunts auprès des ets de crédit	à plus d'un an à l'origine	1 857	565	1 063	229
	à un an maximum à l'origine	25	25		
Dettes financières de crédit-bail		5 398	440	1 274	3 684
Autres emprunts et dettes assimilées		50	13	37	
Intérêts courus sur emprunts		7	7		
28/02/2019		7 337	1 050	2 373	3 913
28/02/2018		7 565	1 415	2 703	3 447

Note 15. FOURNISSEURS, AUTRES DETTES D'EXPLOITATION ET COMPTES DE REGULARISATION

1. Analyse des dettes d'exploitation

Données en K€	28/02/2019	28/02/2018
Fournisseurs et comptes rattachés	3 330	4 303
Dettes sociales	482	500
Dettes fiscales	393	567
Dettes liées aux acquisition d'actifs		14
Autres dettes	53	18
Comptes courants divers	282	128
Produits constatés d'avance		1
Autres dettes et comptes de régularisation	1 209	1 227
Dettes d'exploitation	4 539	5 530

2. Echancier des dettes d'exploitation et comptes de régularisation

Toutes les dettes d'exploitation ont une échéance à moins d'un an.

Note 16. CHIFFRE D'AFFAIRES

Données en K€	28/02/2019	28/02/2018
Ventes de marchandises	1 659	1 954
Production vendue de biens	18 972	14 661
Prestations de services	4 435	2 293
Produits des activités annexes	90	23
Rabais, remises et ristournes accordés	(68)	(5)
Chiffre d'affaires réalisé en France	25 088	18 926
Ventes de marchandises	10	315
Production vendue de biens	373	225
Chiffre d'affaires réalisé à l'export	383	539
Chiffre d'affaires total	25 471	19 465

Note 17. AUTRES PRODUITS D'EXPLOITATION

Le poste « Production immobilisée » correspond à l'étude, à la conception et à la construction du réseau de chaleur sur la commune de Cosne Cours sur Loire exploité par la société C3L dans le cadre d'un contrat de délégation de service public. Les installations ont été mises en service le 30/06/18 (voir note 6).

Données en K€	28/02/2019	28/02/2018
Production stockée	(1 379)	1 877
Production immobilisée	381	3 053
Subventions d'exploitation	2	
Transferts de charges d'exploitation	139	123
Autres produits d'exploitation	6	4
Reprises de provisions	154	168
Reprises de provisions d'exploitation	66	32
Reprises de provisions retraite	1	59
Reprises de provisions / actif circulant	87	77
Autres produits d'exploitation	(697)	5 226

Note 18. ACHATS ET VARIATIONS DE STOCKS

Données en K€	28/02/2019	28/02/2018
Achats de marchandises	(1 009)	(1 587)
Variation stocks de marchandises	(28)	(291)
Achat matières premières, fournitures & autres approv.	(8 878)	(8 507)
Var. stocks mp, fournit. & autres appro.	(212)	205
Achats et variations de stocks	(10 126)	(10 181)

Note 19. AUTRES ACHATS ET CHARGES EXTERNES

Données en K€	28/02/2019	28/02/2018
Achats non stockés de matières et fournitures	(2 019)	(1 952)
Achats d'études et prestations de services	(2 585)	(3 673)
Sous-traitance	(91)	(60)
Locations	(546)	(478)
Entretien	(507)	(507)
Primes d'assurances	(321)	(343)
Personnel détaché et interimaire	(229)	(177)
Rémun. d'intermédiaires & honoraires	(665)	(723)
Publicité, publications, relations publiques	(79)	(75)
Transport	(1 207)	(1 085)
Déplacements, missions et réceptions	(163)	(154)
Frais postaux et frais de télécommunications	(31)	(29)
Frais bancaires	(43)	(43)
Autres charges externes	(448)	(191)
Autres achats et charges externes	(8 934)	(9 488)

Note 20. IMPOTS ET TAXES

Données en K€	28/02/2019	28/02/2018
Impôts et taxes sur rémunérations	(40)	(40)
Autres impôts et taxes	(197)	(115)
Impôts et taxes	(237)	(154)

Note 21. CHARGES DE PERSONNEL

Conformément à la recommandation de l'Autorité des normes comptables, le produit du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE) correspondant à l'exercice a été porté au crédit du compte 649 – Charges de personnel – CICE.

Ce produit du CICE comptabilisé à la date de clôture vient en diminution des charges de personnel.

1. Charges de personnel

Données en K€	28/02/2019	28/02/2018
Rémunérations du personnel	(2 016)	(1 921)
Charges de sécurité sociales et de prévoyance	(855)	(865)
Autres charges de personnel	50	79
Charges de personnel	(2 821)	(2 706)

2. Effectif moyen

En nombre de personnes	28/02/2019	28/02/2018
Cadres	16	15
Agents de maîtrise	12	14
Employés et ouvriers	23	19
TOTAUX	51	48

Note 22. DOTATIONS AUX AMORTISSEMENTS ET AUX PROVISIONS D'EXPLOITATION

Données en K€	28/02/2019	28/02/2018
Dotations aux amortissements sur immobilisations	(1 430)	(1 283)
Dot. aux provisions d'exploitation	(170)	(59)
Dot/Prov. engagements de retraite	(32)	(4)
Dotations pour dépr. des actifs circulants	(130)	(136)
Dotations aux amortissements et aux provisions	(1 761)	(1 483)

Note 23. RESULTAT FINANCIER

Données en K€	28/02/2019	28/02/2018
Autres produits financiers	30	28
Produits financiers	30	28
Charges d'intérêts	(113)	(107)
Charges d'intérêts liées au crédit-bail	(131)	(128)
Autres charges financières	(6)	(3)
Charges financières	(250)	(238)
RESULTAT FINANCIER	(220)	(210)

Note 24. RESULTAT EXCEPTIONNEL

Les produits et charges exceptionnels tiennent compte des éléments qui ne sont pas liés à l'activité normale du Groupe.

Données en K€	28/02/2019	28/02/2018
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		2
Produits excep. s/ exercices antérieurs		1
Produits de cession d'immobilisations	130	44
Subv. invest. virées au résultat de l'exercice	177	114
Autres produits exceptionnels	(0)	16
Transfert de charges exceptionnelles	53	
Produits exceptionnels	360	176
Charges exceptionnelles sur opération de gestion	(31)	(4)
Charges excep. sur exercices antérieurs	(0)	
Valeurs nettes comptables des éléments d'actif cédés	(5)	(32)
Autres charges exceptionnelles	(53)	(0)
Charges exceptionnelles	(89)	(36)
RESULTAT EXCEPTIONNEL	270	140

Note 25. IMPOT SUR LES RESULTATS

Les sociétés EO2 et EO2 Auvergne forment un groupe d'intégration fiscale.

1. Ventilation de l'impôt sur les résultats

Données en K€	28/02/2019	28/02/2018
Impôts différés	(184)	(13)
Impôt sur les bénéficiaires		(43)
Impôts sur les résultats	(184)	(56)

2. Preuve de l'impôt

Données en K€	28/02/2019		28/02/2018	
	en valeur	en %	en valeur	en %
Résultat net des sociétés intégrées	760		554	
Impôt sur les résultats	(184)	19,48%	(56)	9,14%
Résultat net avant impôt	944	100,00%	609	100,00%
Impôt théorique au taux en vigueur	(264)	28,00%	(203)	33,33%
Impôts liés aux différences permanentes	10	-1,02%	(23)	3,70%
Incidence des pertes non activées	(88)	9,34%	(67)	10,92%
Imputation des pertes antérieures	146	-15,46%	173	-28,40%
Effet des différentiels de taux	(21)	2,25%	(29)	4,79%
Crédit d'impôt et régularisations d'impôt	17	-1,77%	(16)	2,60%
Impôts différés précédemment non activés et désactivation	18	-1,87%	109	-17,81%
IMPOT ET TAUX REEL DE L'IMPOT (+)Produit, (-)Charge	(184)	19,48%	(56)	9,14%

Note 26. RESULTAT DE BASE ET RESULTAT DILUE PAR ACTION

Le résultat de base par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

Le résultat dilué par action est calculé en divisant le résultat net part du Groupe retraité par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation, majoré de toutes les actions ordinaires potentielles dilutives.

En l'absence d'instruments dilutifs, le résultat dilué par action est identique au résultat de base par action.

RESULTATS PAR ACTION	28/02/2019	28/02/2018
<i>Numérateur (en euros)</i>		
Résultat net part du Groupe	698 576	691 948
<i>Dénominateur (en nombre d'actions)</i>		
Nombre moyen d'actions de base	2 410 028	2 455 614
Nombre d'actions potentielles dilutives		
Nombre moyen d'actions dilué	2 410 028	2 455 614
RESULTAT PAR ACTION (en euros)	0,29	0,28
RESULTAT DILUE PAR ACTION (en euros)	0,29	0,28

Note 27. INFORMATION SECTORIELLE

Le Groupe a identifié deux principaux secteurs d'activité :

- *la fabrication, l'achat et la vente de combustibles à base de bois,*
- *la réalisation de services énergétiques (financement, installation de chaudières, livraison de combustibles et maintenance).*

Les activités accessoires du groupe sont incluses dans l'activité principale de fabrication, d'achat et de vente de combustibles à base de bois.

Le chiffre d'affaires et le résultat d'exploitation se ventilent par activités de la manière suivante :

Données en K€	Granulés de bois (combustibles de bois)		Services énergétiques	
	28/02/2019	28/02/2018	28/02/2019	28/02/2018
Chiffre d'affaires	21 013	17 124	4 458	2 341
Résultat d'exploitation	983	774	(89)	(95)

Note 28. VARIATION DU BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT

VARIATIONS NETTES (données en K€)	28/02/2019	28/02/2018
Variation des stocks	1 618	(1 842)
Variation des avances et acptes versés sur commandes	14	(14)
Variation des clients	(217)	(156)
Variation des créances fiscales et sociales	102	(140)
Variation des autres créances d'exploitation	14	70
Variation des charges constatées d'avance	(36)	(65)
Variation des fournisseurs	(973)	1 476
Variation des dettes fiscales et sociales	(192)	(109)
Variation des autres dettes d'exploitation	189	41
Variation des produits constatés d'avance	(1)	(122)
TOTAUX	518	(861)

Note 29. TRESORERIE DU TABLEAU DES FLUX DE TRESORERIE CONSOLIDES

La trésorerie du tableau des flux de trésorerie est constituée des disponibilités desquelles il faut déduire les concours bancaires courants qui figurent au passif du bilan.

Données en K€	28/02/2019	28/02/2018
Trésorerie active	4 175	3 843
Concours bancaires (trésorerie passive)	(25)	(46)
Trésorerie nette	4 150	3 797

Note 30. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Il n'y a pas d'évènements postérieurs à la clôture significatifs n'ayant pas donné lieu à un enregistrement dans les comptes consolidés.

Note 31. HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES

Le montant total des honoraires figurant au compte de résultat consolidé de l'exercice s'élève à 57 K€ (49 K€ en charges de l'exercice précédent).

Il s'agit exclusivement d'honoraires afférents à la certification des comptes.

Note 32. ENGAGEMENTS HORS BILAN

WEYA s'est engagée, dans le cadre de la délégation de service public conclue le 17/12/2015 pour une durée de 24 ans entre la ville de COSNE SUR LOIRE et le groupement d'entreprise WEYA-VEOLIA, à rester l'actionnaire ou l'associé majoritaire de la société C3L pendant la durée de la délégation de service public.

OSEO et EO2 se sont portés caution solidaire des prêts accordés par la Société générale et le Crédit agricole à RCAC. Le montant global des emprunts souscrit s'élève à 600 K€, à la clôture il reste 310 K€ à rembourser.

Dans le cadre du contrat de crédit-bail signé avec la BPI le 15/03/2017 et de la délégation de service, la société C3L s'est engagée :

- à ne pas contracter d'emprunt à moyen ou long terme en dehors d'apports en comptes courants et à ne pas souscrire d'engagement hors bilan ;
- à assurer les installations et l'activité, et à déléguer au profit du crédit bailleur les indemnités liées à ces contrats ;
- à nantir le contrat de crédit-bail en, faveur du crédit bailleur ;
- à effectuer des cessions DAILLY au profit des crédits bailleurs sur les créances de redevances liées aux contrats d'abonnements, de constructions WEYA, d'exploitations WEYA/VEOLIA EAU et de toutes sommes liées à la DSP.

Une garantie à première demande, délivrée par un organisme agréé par le comité des établissements de crédit et des entreprises d'investissement mentionné à l'article L.612-1 du code monétaire et financier est fournie par le concessionnaire.

Depuis la réception des travaux cette garantie s'élève à 5% du montant du chiffre d'affaires prévisionnel annuel toutes taxes comprises du concessionnaire.

Note 33. REMUNERATION DES DIRIGEANTS

La rémunération des organes de direction n'est pas communiquée car cela conduirait indirectement à donner une rémunération individuelle.